

# « L'avenir (...) de la société européenne pour laquelle nous combattons... »<sup>(1)</sup>

OPINION - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (S€D)

**Pour pouvoir nous projeter dans l'avenir, nous avons besoin de racines ancrées dans le passé. Se souvenir rend résilient face au constat que l'Union européenne (UE) est impuissante face à MM. Trump, Xi Jinping, Poutine, Rouhani et Erdogan.**

## Le 75<sup>ème</sup> anniversaire de la bataille des Ardennes

Le roi Philippe de Belgique a rendu hommage, le 16 décembre dernier, à Bastogne, au refus catégorique du général américain McAuliffe de capituler face à la barbarie. Il a redit qu'il y a des moments où l'on doit pouvoir dire non. Il a rappelé que bien des vies auraient pu être épargnées si tant d'hommes et de femmes n'avaient pas fermé les yeux pendant l'émergence des régimes totalitaires. Il a rendu hommage à l'engagement de l'Amérique d'alors pour la défense de la liberté et de la démocratie. Il s'est réjoui que cet engagement se soit poursuivi pendant les trente ans de la guerre froide, jusqu'à venir à bout d'une autre idéologie totalitaire. Il a souligné que la résilience de l'Europe face à celle-ci était fondée sur la réconciliation, sur la volonté ferme d'enterrer des rivalités séculaires et sur le partage de valeurs communes.

Il a constaté que le combat n'est pas terminé car, à court terme, les démocraties sont plus exposées et plus fragiles que les régimes liberticides. Il nous a appelés à la vigilance : les propos trompeurs et les discours de haine se disséminent aujourd'hui plus facilement et plus rapidement, grâce d'une part, aux nouvelles techniques de communication et d'autre part, parce que les inégalités sociales et les difficultés économiques rendent les laissés-pour-compte perméables aux mensonges et aux injures.

La S€D se joint à son appel à nous rassembler et à poursuivre le combat européen pour la liberté, la vérité, la solidarité et la justice.

## L'avenir de l'OTAN

Le 4 décembre à Londres, le Conseil atlantique a voulu montrer sa vitalité cérébrale. Il a réaffirmé le lien transatlantique et l'engagement fondamental du traité de Washington : l'article 5, une attaque contre un allié est considérée comme une attaque contre tous.<sup>(2)</sup> L'OTAN veut contrer le terrorisme, les menaces cyber et les menaces hybrides, dont les actions agressives de la Russie, tout en restant ouverte au dialogue avec elle. Elle est consciente que la Chine présente à la fois des opportunités et des défis. Elle considère que l'espace est devenu un domaine d'opérations.<sup>(3)</sup> Elle veut garder la Turquie à bord, malgré la mise en place d'une zone de sécurité dans le Nord-Est de la Syrie, l'envoi de militaires en Libye, les litiges avec la Grèce. Malheureusement, MM. Trump et Stoltenberg ont entretenu la regrettable confusion entre les dépenses de défense de l'OTAN et les dépenses de l'OTAN.

Les dépenses de défense de l'OTAN égalent la somme des budgets de défense des États membres, environ 1.000 milliards € par an, dont 738 milliards en 2020 pour les seuls Américains.<sup>(4)</sup> Cependant, ils n'en affectent qu'une trentaine de milliards à la défense de l'Europe. Même si elle a été marginalement renforcée ces dernières années, la présence militaire américaine en Europe n'est plus que symbolique, de façon à maintenir nos États dans le statut du protectorat : quand un État ne veut pas ou ne sait pas se défendre, il est ou bien conquis ou bien protégé. Dans les deux cas, cela a un coût. Cette présence va rester symbolique : M. Esper, secrétaire à la Défense, veut revoir le dispositif américain à travers le monde en se désengageant de ses missions de contre-terrorisme : la guerre de 18 ans en Afghanistan a coûté 1.500 milliards \$.

Les dépenses de l'OTAN se limitaient en 2019 à 1.395 millions € pour la structure de commandement intégrée de l'OTAN,<sup>(5)</sup> 700 millions € pour les capacités militaires communes : les avions de détection lointaine et de contrôle aérien AWACS, les drones de reconnaissance, les avions de transport lourds ; enfin, le siège politico-militaire à Bruxelles a absorbé 250,5 millions €, au total 2 milliards 345 millions €. La part des États-Unis d'Amérique n'est que de 22,1% alors qu'elle devrait être d'environ 50% : la répartition est fonction du produit intérieur brut. Ensemble les Français et Allemands contribuent pour 25,2 %.

## Du golfe de Guinée au Sahel

Dans les villages camerounais frontaliers du Nigeria, Boko Haram multiplie les attaques. Entre janvier et novembre 2019, au moins 275 personnes ont été tuées, dont 50 militaires.<sup>(6)</sup>



Malgré la présence au Sahel des 4.500 soldats français de l'opération Barkhane, des 13.000 hommes de l'ONU (la MINUSMA), ainsi que, provisoirement, de forces américaines,<sup>(7)</sup> moyens très insuffisants par rapport à l'immensité du territoire, qui est propice aux réseaux criminels et terroristes d'origine imbriqués, les attaques djihadistes sont de plus en plus fréquentes et meurtrières. Ni les forces de sécurité locales, ni la force du G5 Sahel groupant le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, ni la MINUSMA n'ont une bonne efficacité militaire. En 2013, les Français ont été accueillis en libérateurs à Bamako, à présent des manifestants y réclament leur départ. Ayant oublié les leçons de Gallieni, Lyautey et Gallula, ayant copié les procédés tactiques des Américains, dont les « frappes chirurgicales » par avions ou par drones, l'armée française obtient le même rejet de sa présence.

Comme eux, elle n'a ni stratégie, ni scénario de sortie de crise. Or, « si la stratégie est mauvaise, l'habileté du général sur le champ de bataille, la valeur du soldat, l'éclat de la victoire, aussi décisive soit-elle, ne servent à rien ».<sup>(8)</sup>

## La Chine

M. Xi tente d'effacer l'humiliation subie par son pays depuis la première guerre de l'opium (1839-1842). Pour soutenir ses prétentions territoriales en mer de Chine méridionale, face au Vietnam, aux Philippines, à la Malaisie, au Brunei, à Taïwan et au Japon, la marine chinoise poursuit sa montée en puissance. Le deuxième porte-avions à saut à ski a été admis au service actif le 17 décembre. Un troisième porte-avions est en chantier. Son système de catapultage permettra d'augmenter la quantité de carburant et d'armement que les avions peuvent emporter au décollage. Depuis 2014, la Chine a construit l'équivalent de la marine britannique : 35 frégaates, 37 corvettes, 13 sous-marins, 4 navires amphibies, particulièrement menaçants pour Taïwan et 8 pétroliers ravitailleurs qui permettent d'opérer à longue distance des ports chinois, notamment dans le golfe d'Aden. La flotte chinoise est encore très loin de celle des États-Unis, qui disposent de 11 porte-avions et de 450 navires, mais elle surclasse celles de la Russie, de la France, de l'Inde et du Royaume-Uni, qui ne disposent chacune que d'un seul porte-avions.<sup>(9)</sup>

## La Russie

M. Poutine a annoncé le 27 décembre la mise en service, dans l'Oural, du premier régiment équipé du missile hypersonique Avangard. Grâce à des matériaux composites résistant à 2.000°C, sa vitesse irait de Mach 20 à Mach 27, soit 27 fois la vitesse du son ou plus de 33.000 kilomètres par heure. Il serait capable de changer de cap et d'altitude pour déjouer les systèmes antimissiles, dont celui déployé par les Américains en Europe.<sup>(10)</sup> Il transporterait une bombe de 2 mégatonnes à 6.000 km.<sup>(11)</sup> Les Américains n'auront pas d'armes équivalentes avant deux ans.<sup>(12)</sup> Malgré cette course aux armements et leur opposition sur de nombreux dossiers, Washington a transmis à Moscou

en décembre 2017 des informations qui ont permis de déjouer une tentative d'attentat de Daech à Saint-Petersbourg. Le 30 décembre 2019, deux hommes, dont l'un avait prêté allégeance à Daech, qui préparaient un attentat à Saint-Petersbourg, ont été arrêtés par le service de sécurité russe, sur la base d'informations fournies par des partenaires américains. La Russie et l'Ukraine ont échangé 200 prisonniers le 29 décembre, 20 années après l'arrivée au pouvoir de M. Poutine.<sup>(13)</sup> Elles ont signé le 30 décembre un contrat de transit du gaz russe vers l'Europe pour cinq ans. Il porte sur au moins 65 milliards m<sup>3</sup> en 2020, puis au moins 40 milliards par an de 2021 à 2024. Kiev percevra plus de sept milliards \$ en cinq ans.<sup>(14)</sup> Par contre, la mise en service du gazoduc Nord Stream 2 qui reliera la Russie et l'Allemagne via la mer Baltique est empêchée par les sanctions américaines.

## Le conflit Iran-USA et l'Irak

Après la révolution islamique chiite de 1979 en Iran, les Américains se sont appuyés en vain sur les sunnites irakiens et afghans pour reprendre le pouvoir à Téhéran. Rapidement, leurs alliés sont devenus leurs ennemis, tant les intérêts et les cultures sont inconciliables. En renversant Saddam Hussein, les États-Unis ont cru prendre le contrôle de l'Irak. Les chiites, comme les sunnites, irakiens ont lutté contre l'occupation américaine jusque 2011. Ensuite, les chiites combattant Daech ont reçu beaucoup d'armes américaines et iraniennes et ils ont supplanté les sunnites. Seuls les Kurdes bénéficient encore d'une certaine autonomie. Ceux qui présentaient M. Trump, lors de la campagne présidentielle de 2016 comme un isolationniste et un non-interventionniste n'ont pas perçu qu'il appelait déjà à sortir de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, par opposition à M. Obama, mais aussi, en soutenant Israël, qui craint l'Iran, pour obtenir les votes des communautés juives et des évangéliques fondamentalistes. En 2018, M. Trump a dénoncé cet accord et il a renforcé les sanctions économiques contre l'Iran. En 2019, il a inscrit les Gardiens de la Révolution islamique dans la liste des organisations terroristes. Il a répondu par d'autres actes de guerre aux actes de guerre des Iraniens et de leurs alliés, les Houthis, le Hezbollah et les milices chiites irakiennes notamment, comme le bombardement de raffineries saoudites, l'attaque de pétroliers près d'Ormuz et le bombardement d'une base militaire américaine en Irak.

Pour obtenir le retrait d'Irak des Américains, les milices chiites ont mené depuis fin octobre 2019 une dizaine d'attaques à la roquette contre des soldats, des diplomates et des civils américains, faisant un mort en décembre. En représailles, M. Trump a fait bombarder leurs bases et les milices ont envahi l'ambassade américaine à Bagdad. Ce rappel humiliant de la prise de l'ambassade américaine de Téhéran en 1979 a incité M. Trump à ordonner, le 3 janvier, des tirs de missiles depuis des drones contre des véhicules qui transportaient notamment le général Soleimani à Bagdad. Celui-ci dirigeait les opérations iraniennes en Irak, en Syrie et au Liban ; il commandait la brigade Al-Qods (Jérusalem) des Gardiens de la Révolution.<sup>(15)</sup>

L'Iran a promis de venger la mort de Soleimani, tout en dénonçant une escalade extrêmement dangereuse et imprudente : son armée ne peut résister aux forces américaines. Le 4 janvier, des roquettes se sont abattues sur des bases américaines, sans faire de victime. M. Trump a prévenu via Twitter avoir ciblé 52 sites<sup>(16)</sup> iraniens, certains à un niveau très élevé et importants pour l'Iran et la culture iranienne, au mépris de la Convention de La Haye de 1954 pour la protection

des biens culturels en cas de conflit armé. Le 5 janvier, les députés irakiens ont réclamé le départ des 5.200 militaires américains présents. Ils considèrent que la présence américaine en Irak est justifiée seulement pour former les forces qui luttent contre le terrorisme. Ils considèrent l'assassinat de Soleimani comme une agression. Les États-Unis ont appelé leurs ressortissants à quitter l'Irak immédiatement, ce que certains responsables militaires ont interprété à tort comme un ordre de retrait des troupes.<sup>(17)</sup>

Les Britanniques ont mis des troupes en alerte, afin de pouvoir intervenir dans les 48 heures dans la région du golfe arabo-persique. Il s'agit de navires de guerre, d'hélicoptères (dont des Chinook) et de centaines de soldats. Leur mission serait d'évacuer les 400 soldats britanniques se trouvant dans la région si la situation se dégrade encore. Deux frégaates sont déjà sur place. Elles escortent les pétroliers britanniques dans le détroit d'Ormuz. Une cinquantaine de Britanniques ont déjà été évacués de la zone verte de Bagdad.<sup>(18)</sup>

Bien qu'elle n'ait eu ni perte ni dégât, car le système d'alerte américain laisse le temps de se rendre aux abris, l'Allemagne transfère 90 des 120 soldats qui sont en Irak vers la Jordanie et le Koweït. Les Verts allemands ont réclamé la fin de la participation de la Bundeswehr à la coalition anti-Daech.<sup>(19)</sup> La quarantaine de Néerlandais et les quatre Belges présents à Erbil<sup>(20)</sup> sont indemnes. L'OTAN a arrêté sa mission de formation au profit de l'armée irakienne. Le Conseil atlantique s'est réuni le 6 janvier. Il s'est refusé à approuver l'action américaine et il a appelé à la désescalade.

La Commission européenne, réunie le 8 janvier a fait de même. Elle veut sauver l'accord nucléaire avec l'Iran, malgré M. Trump. Elle souhaite un nouveau partenariat entre le Royaume-Uni et l'UE après le Brexit, pour défendre nos intérêts sur le plan économique et sécuritaire. Le même jour, deux bases aériennes irakiennes, partiellement occupées par des Américains, ont été frappées par 17 missiles balistiques iraniens, qui n'ont pas fait de victimes. Le soir, deux roquettes se sont encore abattues sur la zone verte de Bagdad. En réponse, M. Trump s'est limité à annoncer de nouvelles sanctions économiques contre l'Iran. La désescalade semble donc amorcée, mais le dialogue n'est pas rétabli : le ministre des Affaires étrangères, M. Zarif, qui devait assister le 9 janvier, à New York, à une réunion du Conseil de sécurité à l'ONU a été informé que les États-Unis lui ont refusé son visa.

M. Borrell a réuni les 28 ministres des Affaires étrangères le 10 janvier à Bruxelles. Comme pour la Libye, ils ont plaidé pour que l'on inverse la spirale de la violence et ils ont donné mandat à M. Borrell pour mener des efforts diplomatiques.

## L'avenir de l'UE

Comme l'a dit le président bulgare, M. Radev, à Londres, le 4 décembre dernier, considérons l'UE, « non pas comme un marché unique, mais bien comme un projet politique ». Il est urgent que les Européens s'unissent autour d'un projet urgent et concret : établir un mode de gouvernement fédéral qui doterait l'Europe d'une défense effective, non pour faire la guerre à la Russie ou à la Chine, mais bien pour maintenir la paix, pour éradiquer le terrorisme, pour stabiliser notre voisinage, pour agir face aux défis sécuritaires, migratoires, économiques et monétaires, climatiques et environnementaux, pour peser sur la scène internationale et ainsi mettre fin aux tensions actuelles.

1) Albert Camus, résistant dans la presse clandestine (Combat), de France occupée, au Comité français de la libération nationale à Alger, 1943. Voir Archives nationales françaises, 72 AJ 565 et archives du général de Gaulle, AN-AG/3(1)/278.

2) L'engagement des États-Unis à défendre l'Europe est resté crédible de M. Truman à M. Reagan. Nous partageons des valeurs communes, dont la liberté, ils nous voyaient comme des partenaires. M. Trump a sapé cette crédibilité avant même d'être élu, en déclarant l'OTAN obsolète. Une fois à la Maison-Blanche, il a douté que l'article 5 puisse s'appliquer au Monténégro et aux États qui ne consacrent pas 2% de leur PIB à l'effort de défense. Toutefois, au cours d'un discours sur l'Iran, le 8 janvier 2020, M. Trump a demandé à l'OTAN d'être beaucoup plus impliquée dans le processus au Moyen-Orient. M. Stoltenberg a répondu que l'OTAN pourrait contribuer davantage à la stabilité régionale et à la lutte contre le terrorisme international. Il considère l'UE comme un ennemi commercial. Après un appel téléphonique de M. Erdogan, dont il se dit un *big fan*, il a abandonné à un triste sort nos alliés kurdes dans la lutte contre Daech, facilitant l'évasion de nombreux terroristes.

3) Les États-Unis d'Amérique ont créé un commandement militaire de l'espace en 2019 ; ils vont créer une « Force spatiale » en 2020, qui groupera 16.000 militaires et civils. Les Forces sont chargées du recrutement, de la formation et de la gestion, les commandements militaires des opérations.

4) Voir s.n., "House approves \$738bn military bill with money for Trump's Space Force" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/us-news/2019/dec/11/house-approves-space-force-military-bill>, 12/12/2019.

5) Le Comité militaire et l'état-major militaire international à Bruxelles, les commandements stratégiques, dont le SHAPE à Mons, et leurs systèmes de commandement, de contrôle et d'information, les agences, les opérations et missions de l'Alliance, le Collège de défense de l'OTAN à Rome, l'Organisation OTAN pour la science et la technologie et le Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes de La Spezia notamment.

6) Voir Josiane Kouagheu, « Au Cameroun, les violences se multiplient et la situation humanitaire se dégrade, selon des ONG » in *Le Monde*, <https://www.lemonde.fr/afric/article/2019/12/11/au-cameroun-les-violences-se-multiplient-et-la-situation-humanitaire-se-degrade-selon-des-ong>, 6022535\_3212.html, 11/12/2019.

11/12/2019.

7) Voir AFP, « Lutte antijihadiste au Sahel : Washington réclame à la région d'en faire plus » in *Le Monde*, <https://www.lemonde.fr/afric/article/2019/12/17/lutte-antijihadiste-au-sahel-washington-reclame-a-la-region-d-en-faire-plus>, 6023144\_3212.html, 17/12/2019 et voir AFP, « Les États-Unis envisagent de se retirer militairement d'Afrique de l'Ouest » in *Le Monde*, <https://www.lemonde.fr/afric/article/2019/12/24/les-etats-unis-envisagent-de-se-retirer-militairement-d-afrique-de-l-ouest>, 6023985\_3212.html, 24/12/2019.

8) "If the strategy be wrong, the skill of the general on the battlefield, the valor of the soldier, the brilliancy of the victory, however otherwise decisive, fail from their effect." Rear Admiral Alfred T. Mahan.

9) Selon la « Military Balance » de l'*International Institute for Strategic Studies*, citée par AFP, « La marine chinoise met en service son second porte-avions » in *Le Monde*, <https://www.lemonde.fr/international/article/2019/12/17/la-marine-chinoise-met-en-service-son-second-porte-avions>, 6023173\_3210.html, 17/12/2019.

10) Les systèmes américains installés en Irak n'ont intercepté aucun des 16 missiles iraniens lancés le 8 janvier. Voir plus loin.

11) AFP, « Moscou déploie son « arme absolue », le missile hypersonique Avangard » in *La Libre Belgique*, <https://www.lalibre.be/international/europe/moscou-deploie-son-arme-absolue-le-missile-hypersonique-avangard>, 5e060bc5d8ad58130d0168b0, 27/12/2019.

12) s.n., "Russia deploys first hypersonic missiles" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2019/dec/27/russia-deploys-first-hypersonic-missiles-nuclear-capable>, 27/12/2019.

13) AFP, « L'Ukraine et les séparatistes prorusses ont échangé 200 prisonniers : un événement marquant dans la désescalade du conflit » in *La Libre Belgique*, <https://www.lalibre.be/international/europe/l-ukraine-et-les-separatistes-prorusses-ont-echange-200-prisonniers-un-evenement-marquant-dans-la-desescalade-du-conflit>, 5e08bb4b4d8ad58130d09733a, 29/12/2019.

14) Voir AFP, « L'Ukraine et la Russie finalisent leur accord sur le

transit du gaz » in *La Libre Belgique*, <https://www.lalibre.be/international/europe/l-ukraine-et-la-russie-finalisent-leur-accord-sur-le-transit-du-gaz>, 5e0a6c359978e272f9820dca, 31/12/2019 et home/dpa, « Russland und Ukraine unterzeichnen Gastransitvertrag für Europa » in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/gazprom-russland-und-ukraine-unterzeichnen-gastransitvertrag-fuer-europa-16559852.html>, 31/12/2019.

15) AFP, Reuters, « Les États-Unis tuent le puissant général iranien Ghassem Soleimani dans une frappe à Bagdad » in *Le Monde*, <https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/03/le-general-iranien-ghassem-soleimani-aurait-ete-tue-dans-un-bombardement-a-bagdad>, 6024655\_3210.html, 3/1/2020.

16) Ils représentent les 52 otages américains détenus par l'Iran de 1979 à 1981.

17) AFP, « Irak : les États-Unis appellent leurs ressortissants à quitter le pays « immédiatement » » in *Le Figaro*, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/les-etats-unis-appellent-leurs-ressortissants-a-quitter-l-irak-immEDIATEMENT-20200103>, 3/1/2020 et Mario Koran, etc., Iran crisis: US embassy urges its citizens to leave Iraq immediately in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2020/jan/03/iran-general-gassem-suleimani-killed-us-trump-drone-strike-baghdad-reaction-live-updates#block-5e0f0c1d8f087e8308e67ccc>, 3/1/2020.

18) Dan Sabbagh, Patrick Wintour, "British military on standby to deploy to Gulf 'within 48 hours'" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2020/jan/07/british-ships-put-on-standby-in-gulf-minister-tells-mps>, 8/1/2020.

19) dpa/Reuters, « Grüne fordern sofortigen Abzug deutscher Truppen » in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/gruene-fordern-abzug-deutscher-bundeswehr-truppen-aus-irak-16564902.html>, 4/1/2020.

20) Voir s.n., "Belgische militairen in Irak mogen kamp niet verlaten" in *De Morgen*, <https://www.demorgen.be/nieuws/belgische-militairen-in-irak-mogen-kamp-niet-verlaten-b18ffe8d/>, 7/1/2019.